

Des métiers qui ont du sens : La sémiotique et les défis sociétaux

[Anlam kazanan meslekler: Göstergebilim ve toplumsal zorluklar]
[The professions gaining meaning: Semiotics and social challenges]

Jacques FONTANILLE*

Geliş Tarihi (Received): 10.04.2023 -**Kabul Tarihi (Accepted):** 23.05.2023-**Yayın Tarihi (Published):** 30.06.2023
Makale Türü: Araştırma makalesi - **Article Type:** Reserach article - **Type de l'article:** l'article de recherche

Résumé

Cet essai propose une réflexion sur l'identification des métiers et des missions professionnelles qui font sens pour les jeunes diplômés, et en particulier pour ceux dont le sens est l'objet d'étude, c'est-à-dire ceux qui sont engagés dans un programme de formation ou de recherche en sémiotique. Nous procédons ici en deux temps. D'abord, un parcours ordonné autour de trois grands défis sociétaux du 21e siècle : (1) la santé et le bien-être, (2) l'énergie, les ressources et l'environnement, et (3) les sociétés innovantes, inclusives et adaptatives. L'examen de chacun de ces défis nous permet de décrire à la fois les aspects sémiotiques des problèmes à traiter et les missions et compétences qui permettent ou permettront de les traiter, et qui sont ou seront disponibles pour les diplômés en sémiotique. Ensuite, nous poserons la question de l'évolution de la conduite du changement dans les politiques publiques, notamment dans les pays démocratiques et libéraux. L'échec constaté des stratégies basées sur la communication de masse des pouvoirs publics, l'échec à changer les comportements nocifs ou dommageables, et à installer les comportements attendus et souhaitables, nous amène à imaginer d'autres stratégies, basées sur des interventions directes sur les comportements, sur les actions pratiques et sur les habitudes. Ce sont les "nudges" qui permettent la mise en œuvre concrète de ces nouvelles stratégies. Les nudges comportent tous des aspects sémiotiques cruciaux, et par conséquent la plupart des missions professionnelles liées à ces stratégies publiques sont ouvertes aux diplômés en sémiotique.

Mots clés: Sémiotique, défis sociétaux, missions professionnelles, insertion des diplômés en sémiotique, nudges

Özet

Bu makale, genç mezunlar için ve özellikle de çalışmanın amacı anlam olan, yani göstergebilim alanında bir eğitim veya araştırma programında yer alanlar için anlamlı olan mesleklerin ve uzmanlık isteyen görevlerin tanımlanması üzerine bir düşünce önermektedir. Burada iki adımda ilerliyoruz. Birincisi, 21. yüzyılın üç büyük toplumsal sorunu etrafında düzenli bir yolculuk: (1) sağlık ve esenlik, (2) enerji, kaynaklar ve çevre ve (3) kapsayıcı, uyarlanabilir ve yenilikçi oluşumlar. Bu zorlukların her birini incelemek, hem ele alınacak sorunların göstergebilimsel yönlerini hem de bunların ele alınmasını sağlayan veya mümkün kılacak ve göstergebilim alan mezunları için mevcut olan veya olacak iş ve becerileri tanımlamamıza izin vermektedir. Ardından, özellikle demokratik ve liberal ülkelerde kamu politikalarında değişim yönetiminin evrimi sorusunu soracağız. Kamu yöneticilerinin kitle iletişimine dayalı yöntemlerinde gözlenen başarısızlığı, zararlı veya zarar verici davranışların değiştirilememesi ve beklenen ve arzu edilen davranışların yerleştirilememesi, doğrudan müdahale davranışlarına, uygulayıcı eylemlere ve alışkanlıklara dayalı başka yöntemler hayal etmemize yol açar. Bunlar, yeni yönelişlerin

* **Auteur Responsable:** Jacques FONTANILLE, CeReS, Université de Limoges, Institut Universitaire de France, France, jacques.fontanille@unilim.fr, <https://orcid.org/0000-0003-1141-1596>.

somut olarak uygulanmasına izin veren 'dürtmelerdir'. Dürtmelerin hepsi çok önemli göstergibilimsel yönler içerir ve bu nedenle kamusal yönelimlerle ilgili bir çok iş ve görevler göstergibilim mezunlarına açıktır.

Anahtar Kelimeler: Göstergibilim, toplumsal zorluklar, uzmanlık isteyen meslekler, mezunların göstergibilime entegrasyonu, dürtmeler

Abstract

This essay proposes a reflection on how to identify professions and professional missions that are meaningful for young graduates, and especially for those whose meaning is the object of study, i.e., those who are engaged in a training or research program in semiotics. We proceed here in two stages. First, a path ordered around three major societal challenges of the 21st century: (1) health and well-being, (2) energy, resources, and the environment, and (3) innovative, inclusive, and adaptive societies. Examining each of these challenges allows us to describe both the semiotic aspects of the problems to be addressed, and the assignments and skills that enable or will enable them to be addressed, and that are and will be available to semiotics graduates. Then, we will ask the question of the evolution of change management in public policies, especially in democratic and liberal countries. The observed failure of strategies based on mass communication by public authorities, failure to change harmful or damaging behaviors, and to install expected and desirable behaviors, leads us to imagine other strategies, based on direct interventions, behaviors, practical actions, and habits. These are the "nudges" that allow the concrete implementation of these new strategies. Nudges all have crucial semiotic aspects, and consequently, most of the professional missions related to these public strategies are open to semiotics graduates.

Keywords: Semiotics, societal challenges, professional missions, insertion of semiotics graduates, nudges

1. Préambule

Pendant les trente dernières années, où je m'occupais, en tant que sémioticien, de passions, de tensivité, de sémiotique du corps (Fontanille, 2011), de pratiques et de formes de vie, j'exerçais parallèlement, en tant qu'universitaire, d'autres métiers que celui de sémioticien, d'autres fonctions qui consistaient dans la gestion des affaires publiques universitaires, la négociation avec des professionnels de la politique (en tant que Président d'Université), et pour finir, dans l'échange intense avec les représentants de ce qu'il est convenu d'appeler les « grands corps de l'État » (en tant que Directeur de Cabinet au Ministère). Pour moi, la sémiotique a toujours été un projet intellectuel et professionnel ; elle m'a permis d'exercer plusieurs métiers ; enseignant-chercheur, directeur de recherches, responsable élu dans une université, président d'université, responsable de la politique d'un ministère. Ce n'est pas la sémiotique qui a déterminé ces choix de métiers, mais plutôt les besoins, les attentes et les opportunités que j'ai perçus dans mon environnement, et la sémiotique m'a aidé à faire face. Voilà une des questions que je voudrais traiter : il n'y a pas de « destin » disciplinaire qui impose d'entrer dans tel ou tel métier, et chacun conserve une marge de liberté et de choix dans son projet de vie et dans ses activités professionnelles. Une marge qui est directement proportionnelle au niveau d'exigence et de formation des diplômés obtenus.

Je voudrais soutenir ici que cette même démarche est accessible à tous, dans une perspective de plus large portée, et avec une ambition sociétale : je vais présenter les grands défis sociétaux de notre siècle, pour identifier les besoins et les attentes, pour comprendre et identifier quelles missions et quels métiers sont nécessaires pour y répondre, avec l'aide essentielle de la sémiotique, et des « sciences du sens » en général. Je ne commencerai pas par énumérer la liste des métiers ouverts aux jeunes sémioticiens, aux diplômés des « sciences du sens » : non, je commencerai par me demander « en quoi il y a du sens » à exercer son métier dans tel ou tel domaine, sur tel ou tel défi sociétal, et en quoi la sémiotique peut aider à s'engager dans ces métiers.

L'insertion des jeunes diplômés dans le tissu social, aujourd'hui, ne se résume plus du tout à « trouver une situation », à « s'installer dans un poste ou un emploi », mais à chercher une activité professionnelle qui aura du sens tout au long de la vie ou d'une partie de la vie, et qui soit accordée à ce que chacun choisit comme projet de vie. C'est ce qu'on observe aujourd'hui dans les comportements et les discours des jeunes diplômés des grandes écoles et des universités : le sens d'abord, le métier ensuite, et l'emploi enfin.

Cette perspective à des conséquences sur la responsabilité du monde universitaire. Il ne s'agit plus seulement de délivrer des diplômes qui donneraient automatiquement des emplois aux jeunes. Il ne s'agit pas seulement de concevoir des diplômes bien adaptés aux besoins actuels des institutions et des entreprises. Il s'agit d'abord et surtout de comprendre le monde dans lequel nous allons entrer, de discerner des défis et les attentes qui le caractériseront, d'accéder au sens des missions et des métiers qui y répondront. Autrement dit, c'est la totalité des capacités et activités universitaires qui sont mobilisées : la recherche pour analyser et comprendre, l'ingénierie de projet pour concevoir des missions et des compétences, et la formation pour préparer les jeunes à choisir un métier et à s'y employer.

La dimension sociale des activités universitaires participe du même type d'échange que Mauss a formalisé : la société fait un « don » au monde universitaire (un don de statut, de temps, de financement, de conditions d'exercice, etc.) qui suscite une « dette » ; le maintien du monde universitaire dans la collectivité sociale implique qu'un jour ou l'autre, le contre-don vienne régler la dette. Notre dette, ce n'est pas seulement l'insertion des jeunes dans l'emploi, c'est d'abord le sens que nous donnons à cette insertion. C'est ce que je crois. Et c'est ce dont je me soucie quand je pense à l'avenir des sciences humaines et sociales, et en particulier de la sémiotique.

2. Des défis sociétaux pour les « sciences du sens »¹

Toutes les sciences humaines et sociales sont mises au défi

Nous croyons en général que notre avenir dépendra, pour le pire ou le meilleur, de la technologie, du numérique et de la robotique, des nanosciences, de la biologie des systèmes et de la découverte de nouvelles formes d'énergie. Et pourtant chacune de ces perspectives technologiques repose sur des choix, sur des décisions, et aucune n'est inéluctable : qui peut interroger le sens de ces choix technologiques, et plus largement le sens de des choix de sociétés qui en découlent ? Quelles conséquences auront ces technologies sur notre rapport à la nature, et sur notre conception même de la nature, que la plupart des autres sciences s'efforcent de décrire comme si elle était immuable ? L'anthropologie contemporaine montre que les technologies et les institutions humaines, qui infléchissent notre rapport avec la nature, notamment avec les autres êtres vivants, ont de considérables effets en retour sur l'organisation de nos systèmes sociaux.

La plupart des grandes questions de notre temps impliquent en principe les sciences humaines et sociales, et en particulier les « sciences du sens » et la sémiotique, et souvent de manière centrale : l'environnement, le développement durable, la transition et le nouveau régime climatiques, les droits de l'homme et des populations, la santé, l'accès à l'énergie, à l'eau, à l'information, à l'éducation, l'intégration sociale et culturelle, etc. Les sciences du sens doivent être impliquées aussi bien *en amont* qu'*en aval* de ces choix et de ces transformations. *En amont* des transformations technologiques et sociales, il s'agit de modéliser les processus de décision, et de participer à l'organisation de la décision politique ; *en aval*, il s'agit d'accompagner la mise en œuvre de ces décisions, de comprendre et de prévoir les conséquences de ces transformations dans nos sociétés, notamment sur nos systèmes de valeurs, nos croyances, nos visions du monde. Les sciences du sens joueront donc pleinement leur rôle si, en y participant professionnellement, elles interrogent les processus de décision, la gouvernance des changements, ainsi que les conséquences sociales, culturelles et anthropologiques des transformations en cours et à venir (Fontanille, 2015).

La manière dont on envisage couramment des débouchés professionnels pour les jeunes sémioticiens est limitative et très stéréotypée : *grosso modo*, on leur promet seulement les métiers de la communication, de l'image, de la publicité, et des stratégies de marques. Au contraire, le niveau d'intervention optimal des sciences du sens dans les transformations technologiques et sociales sera au moins celui des pratiques vitales et sociales, des comportements et des interactions sociales, et plus généralement celui des formes de vie et des modes d'existence, en somme tout ce qui concerne

¹ Ce développement utilise des arguments empruntés à Fontanille 2015.

l'existence et l'expérience collectives des humains en général. Ces domaines d'intervention des sciences du sens intègrent des objets sémiotiques appartenant à tous les niveaux de pertinence déjà connus : des signes, des textes, des objets divers, techniques ou artistiques, des médias, des productions culturelles en général. C'est donc tout l'appareil théorique et méthodologique de l'ensemble des sciences sémiotiques qui, en fin de compte, doit être mobilisé.

Il faut aussi s'intéresser aux *modes d'existence collectifs*². Les modes d'existences collectifs sont d'abord identifiables, selon Bruno Latour (2012), par leur thématique institutionnelle (droit, politique, religion, science, technique, etc.). Mais leur constitution sémio-anthropologique commence avec la reconnaissance des régimes de la vérité : en chaque mode d'existence social, la « vérité » et le « mensonge » se définissent spécifiquement et différemment. Les modes d'existence collectifs sont aussi des lieux sociaux où l'on fait l'expérience des valeurs. Globalement, ils se définissent comme des régimes de croyance (vérité et valeurs) qui sont susceptibles de fonder des énonciations et des pratiques concrètes, et de leur conférer une légitimité symbolique. En ce sens, ils peuvent être considérés comme des *formes de vie*. Les formes de vie, elles aussi, se réfèrent à des régimes de croyance ; elles ne peuvent se manifester que dans la confrontation avec d'autres formes de vie, au moins comme des figures émergentes sur un fond déjà établi ; elles portent également des systèmes de valeurs. Nous visons bien au-delà de la communication, des images et des multi-média!

Mais le plan de pertinence dont nous avons besoin pour affronter les défis sociétaux rencontre finalement des limites qui restent, en l'état, problématiques.

D'un côté, tous les êtres, vivants ou non-vivants peuvent être socialisés ; même les objets, et pas seulement les objets technologiques sophistiqués (comme les robots) et les objets dits « connectés », tous les objets peuvent également être socialisés. *Vivre, exister, coexister* : les humains ont cela en partage avec les non-humains, et même avec les existants non-vivants. Le problème est posé : le sens est-il seulement une affaire humaine ? Ou bien faut-il en étendre la possibilité à toute forme de socialité, conçue sans anthropocentrisme, et intégrant tous les types d'existants ? La réponse, si la question est pertinente, est indispensable pour pouvoir traiter de défis « sociétaux ».

D'un autre côté, on rencontre un autre problème : celui de la possibilité de concevoir *l'ancrage* des phénomènes étudiés, et de préciser où et comment les identifier et les observer. L'ancrage concret des modes d'existence collectifs et des formes de vie serait à chercher dans les « styles de vie » sociaux. Les modes d'existence collectifs sont seulement des conditions de l'existence : comment et pourquoi les cours d'existence continuent ou s'interrompent ? Les formes de vie sont des « langages symboliques » dont tous les membres d'une société peuvent faire usage et changer *ad libitum*. En revanche, les « styles de vie » sociaux sont des déterminismes et résultent d'une appropriation durable, qui procure une identité pérenne. Ils se rattachent à des groupes humains, à des zones d'habitat, à des territoires, à des classes sociales, à des âges de la vie, etc.

Qui s'occupera des modes d'existence collectifs, des formes de vie et des styles de vie sociaux ? Réponse : *des diplômés formés à la sémiotique*, et aussi à d'autres sciences du sens, la sociologie, l'histoire, la géographie, l'anthropologie.

3. Quelques défis sociétaux contemporains³

La plupart des politiques publiques contemporaines, dans les pays développés et en voie de développement, mettent en avant les mêmes problématiques. Dans les programmes européens, par exemple, on définit sept « défis sociétaux » portant sur (1) la santé et le bien-être, (2) l'alimentation et

² « Modes d'existence » dans le sens défini par Bruno Latour, dans son *Enquête sur les modes d'existence*, Paris, Éditions de la Découverte, 2012.

³ Les informations économiques, techniques et démographiques utilisées dans ce développement sont extraites de plusieurs documents officiels du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche français, recueillies notamment dans le rapport « *France Horizon 2020* » (2014), disponible dans les services de ce Ministère.

l'agriculture durable, (3) l'énergie, (4) les transports, (5) le changement climatique, (6) l'intégration et l'innovation sociales, et (7) la sécurité. On peut les ramener pour simplifier à trois grands défis ceux qui concernent directement la sémiotique et les sciences du sens : (1) *santé et bien-être*, (2) *énergie, ressources et environnement*, et (3) *sociétés innovantes, intégratrices et adaptatives*.

1. Le défi « santé et bien-être »

1.1. Des populations vieillissantes

Du point de vue de la santé publique, l'avenir de nos sociétés sera marqué par l'allongement de la durée de vie, et donc par le vieillissement progressif des populations, avec des écarts considérables entre les continents et les pays. On prévoit par exemple qu'en France le ratio entre la population des plus de 65 ans et la population dite « active » va passer de 38% en 2000 à plus de 60% en 2050. Il s'agit donc d'une transformation en profondeur de notre fonctionnement social, et probablement, à terme, de nos systèmes de valeurs et de nos formes de vie.

Les formes de vie se caractérisent par leurs capacités de résistance aux aléas et aux ruptures. L'une des sources majeures de ruptures, dans la plupart des sociétés humaines est leur organisation en *générations successives* : pour que les formes de vie et les modes d'existence persistent d'une génération à l'autre, les pratiques sociales et culturelles, les connaissances et les techniques, les valeurs et les normes doivent être *transmises entre les générations*, par l'éducation et toutes les autres voies possibles. La compréhension des modes de transmission est loin d'être acquise, et la contribution des sciences du sens est nécessaire : une *sémiotique de la transmission* est en voie de construction, et on commence à comprendre que la transmission ne doit pas grand-chose à la théorie de l'échange ou à celle de la communication, et que le processus de transmission est vraiment original et mérite des études nombreuses et innovantes.

Mais surtout, la transmission, dans des sociétés organisées en générations successives, implique qu'une génération s'efface quand la suivante s'est appropriée ce qui lui a été transmis, faisant des précédentes les générations des « anciens » ou des « ancêtres ». C'est précisément ce qui fait la différence entre l'*éducation*, qui a lieu entre des générations qui coexistent et sont donc en présence l'une de l'autre, et tous les processus de *transmission*, où les générations se succèdent et se remplacent. En outre, la découverte et l'approfondissement des *processus épigénétiques* montrent que les processus de transmission ne sont pas seulement de nature économique, sociale et symbolique : ils sont également portés par l'influence des expériences d'une génération donnée (et disparue) sur les conditions d'expression du patrimoine génétique des générations suivantes ; la bio-sémiotique est invitée à s'approprier cette dimension spécifique de la transmission.

A cet égard, le vieillissement des populations, qui aboutit à faire de la génération sortante la part majeure d'une population, est un défi pour les processus de transmission : d'un côté, la génération entrante, qui s'approprie ce qui est transmis, devient minoritaire ; de l'autre côté, la génération « sortante » tarde à sortir, et cohabite longtemps avec la suivante. On voit alors que non seulement il est urgent de comprendre les processus de transmission en cours, mais également quelles sont les alternatives, quels sont les obstacles, et quelles perspectives il est possible de tracer pour la transmission dans une société vieillissante. Les enjeux sont considérables, car le vieillissement des populations va contribuer à installer un nouveau paradigme des responsabilités collectives, des tensions sociales et de la solidarité intergénérationnelle. Jusqu'alors, les générations nouvelles pouvaient certes se plaindre des dettes et dommages laissés par les générations sortantes ; mais, maintenant, elles pourront, et elles le font déjà, le leur reprocher directement : on l'observe notamment à propos de la détérioration de l'environnement, de l'inaction climatique, ou du financement des retraites. Ce sont de nouvelles interactions sociales auxquelles il faudra faire face, et d'abord en analysant et en comprenant leurs tenants et aboutissants.

Aujourd'hui, la *sémiotique des âges de la vie* constate que le sens de chacun des âges est organisé principalement autour de la maturité sociale et économique : en amont (la jeunesse), ce sens est organisé « en préparation » de la maturité, et en aval (la vieillesse), il vient « en soutien » de la maturité. Dans

l'organisation sociale à venir, tout cela sera bouleversé : il faut prévoir un remaniement profond du sens des âges de la vie et de la pondération relative des formes de vie spécifiques de chaque âge.

Et à cet égard, les sciences du sens doivent contribuer à *modéliser et accompagner concrètement les innovations sociales* qui verront le jour — qui sont déjà en gestation ou en expérimentation — : de nouveaux modes de relations sociales entre générations dans les villes et les régions, l'évolution dans l'organisation des habitations et des quartiers, l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie, l'assistance à domicile, en présence ou à distance, etc. On observe par exemple l'émergence de nouvelles formes d'habitat groupé et autogéré qui se développent en Europe du Nord (en Suède, plusieurs centaines de ces sites dont déjà implantés), qui sont conçus pour tenir compte des besoins et attentes spécifiques des seniors, et qui accueillent des individus et des ménages de toutes les générations. L'attention des sociologues, des urbanistes, des architectes, des ergonomes, et des juristes est d'ores et déjà mobilisée. Les sémioticiens doivent maintenant s'impliquer concrètement dans la conception, la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation de toutes ces adaptations de la coexistence des générations. Ils s'impliquent déjà, par exemple, dans l'étude des modalités concrètes, y compris techniques et robotiques, de l'assistance à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie.

1.2. La multiplication, l'extension et l'invention des addictions

Les addictions contemporaines évoluent et prennent des formes inédites : au-delà des substances dites « illicites », dont on connaît l'expansion économique et sociale planétaire, on observe également de nombreuses « inventions » : des conduites addictives en contexte professionnel, et surtout un développement considérable des addictions « sans substances » (jeux vidéo, réseaux sociaux, etc.).

De nouvelles addictions naissent, qui n'étaient pas identifiées comme telles auparavant, et le processus engagé semble actuellement sans fin. Du point de vue de l'usager, elles ne sont pas perçues comme des addictions, qui seraient motivées par un besoin profond, mais plutôt comme l'effet d'une sollicitation intense et excessive venue de l'extérieur, que ce soit dans l'activité professionnelle ou dans les loisirs. Ces nouvelles addictions découlent du modèle économique, managérial et social des institutions, des entreprises, et des réseaux sociaux qui ont pour objectif la mobilisation massive et quasi permanente d'un maximum d'individus. Elles ont souvent pour support des médias de masse, toujours disponibles, et, pour ressort, un processus d'innovation, alimenté par un modèle économique et social qui déplace indéfiniment le champ addictif. Il ne suffit donc pas d'intervenir auprès des individus qui souffrent de ces addictions, il faut d'abord comprendre les processus sociaux, symboliques, voire anthropologiques qui conduisent à les développer et les diffuser.

L'intervention des sciences du sens concerne alors la compréhension et la maîtrise de tout l'arrière-plan économique, anthropologique, et donc sémiotique, qui suscite, entretient, motive et renouvelle les pratiques addictives et leur invention. Car l'enjeu, ensuite, est de savoir comment agir auprès des individus et des groupes concernés : comment informer efficacement à propos d'addictions qui ne sont pas reconnues comme telles, qui n'existent pas encore, qui se remplacent les unes les autres, et qui sont engendrées par un processus mondial qui ne connaît pas ses propres limites ? *Les nouvelles pratiques addictives participent d'une forme de vie* qui reste à élucider : elles contaminent tous les moments de notre vie quotidienne (par exemple : qui aujourd'hui sait attendre le bus ou une consultation chez son médecin sans regarder son smartphone ou sa tablette ?). La *sémiotique des addictions* est de même importance et de même portée que celle, déjà évoquée, de la transmission : il ne suffira pas pour cela d'examiner des relations entre des sujets et des objets de valeur, et il faudra se pencher sur les différents types d'instances subjectales, sur les différents types d'investissement dans les objets sémiotique, etc.

Toutes les addictions, à chaque époque, dans chaque société, suscitent leur propre forme de vie : par exemple, le rituel hédoniste et élitiste de la consommation du chocolat dans les cercles de la noblesse et du clergé parisiens entre le XVI^{ème} et le XVII^{ème} siècles, vite réprimé par l'Église ; le romantisme décadent et exotique de la consommation d'opium à l'époque de la colonisation du sud-est asiatique, entre le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle ; l'errance libertaire des communautés hippies adeptes de l' « herbe »,

dans la deuxième moitié du XX^{ème}, etc. De la même manière, on peut supposer que les addictions d'aujourd'hui et de demain chercheront une signification collective, axiologique et identitaire, dans *des formes de vie* à découvrir. A l'égard des « substances addictives illicites », les discours et les pratiques des politiques et des médias cherchent des alternatives : la libéralisation, la déculpabilisation, la socialisation, notamment. Tout ceci mérite une analyse systématique, patiente, méthodique : le sens des addictions contemporaines est un chantier pour la recherche ; *la réflexion collective et l'adaptation des modes d'intervention sociale est une opportunité pour des missions professionnelles*. Les intervenants médicaux, sociaux et institutionnels devront affronter cette difficulté, concrètement, dans l'exercice de leur métier, et ils auront besoin des compétences et des résultats des « sciences du sens ».

2. Le défi « énergie, ressources et environnement »

Pour comprendre quels sont les paramètres et les motivations qui influent sur la consommation de l'énergie, il faut mobiliser beaucoup de disciplines, et les sciences du sens en particulier. Par exemple, le développement de nouvelles sources d'énergies renouvelables et de nouveaux procédés conduit à une grande dispersion territoriale de petites unités de production, alors que les énergies non renouvelables sont produites dans de très grandes unités industrielles centralisées, les centrales hydrauliques, thermiques ou nucléaires. Au contraire, les sources d'énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse, pompes à chaleur, etc.) se rapprochent des lieux de production, des habitats, des familles, des groupes sociaux, et concernent chaque entreprise, chaque quartier, chaque ménage, chaque habitant. On sait aujourd'hui que les relations et projections des habitants avec les grandes centrales et les sources d'énergie alternatives et disséminées sont très différentes, et que les modes de persuasion doivent s'adapter : dans le premier cas (celui des centrales massives), on est conduit à réaménager profondément la distribution de l'habitat, et à accompagner financièrement cette transformation profonde des modes de vie, alors que dans le second cas (celui des productions dispersées), on ne doit pas modifier la distribution de l'habitat, mais on peut envisager des compensations financières « facilitatrices ».

Le passage d'un modèle étatique très centralisé à un modèle disséminé et localisé est bien plus qu'un changement de technologies : il suscite un nouveau mode de socialisation de l'énergie, de sa production comme de sa consommation. De petits collectifs se constituent : des associations de riverains s'efforcent de réguler l'installation des microcentrales sur le cours des rivières ; des associations de quartier ou de village délibèrent sur la répartition des équipements photovoltaïques, ou sur l'installation des parcs d'éoliennes ; les familles arbitrent entre plusieurs solutions pour produire leur propre énergie. Cette évolution doit susciter l'intérêt des sciences du sens, dont les diplômés seront sollicités pour la gestion « humaine », économique, sociale et symbolique de la dissémination des offres et des demandes, de la dissémination et de la circulation des échanges de valeurs.

L'acceptation et la prise en charge collectives et locales de ces nouvelles manières de produire et de consommer l'énergie est une condition de leur réussite : elles n'apparaissent pas spontanément, elles doivent être accompagnées par les professionnels formés à la fois dans les technologies en question et dans *les processus de médiation sociale*. Sur ces sujets, la concertation, la négociation, la prise de décision collective produisent des textes de travail, des enregistrements, des comptes rendus de réunions et de délibérations, des déclarations et des reportages dans les médias. Elles nourrissent des blogs, des échanges sur les réseaux sociaux. La matière est plus qu'abondante : elle attend ses analystes (les sémioticiens), et elle attend qu'on en déduise des modes d'intervention et des missions professionnelles.

Par ailleurs, les défis touchant à l'énergie et à l'environnement ont une portée temporelle qui interroge les sciences du sens. Le changement climatique, par exemple, implique une solidarité trans-générationnelle. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la responsabilité collective s'exerce à l'égard de populations qui ne sont pas connues, qui n'existeront pas avant des centaines, voire des milliers d'années, et dont on ne sait encore rien des modes de vie, des croyances et des connaissances.

Cette nouvelle perspective suscite des problèmes inédits et qui n'ont toujours pas trouvé de solution : par exemple, toutes les agences nationales de traitement des déchets de longue durée, notamment les déchets radioactifs, cherchent des solutions pour *signaler les sites d'enfouissement et informer de leurs*

contenus les populations qui y vivront dans des dizaines de milliers d'années. Quelles populations ? Avec quelle langue ? Avec quelles technologies ? Avec quelle organisation sociale ? Avec quelles formes de vie ? Les agences en question se tournent vers des linguistes, des sémioticiens, des historiens et des artistes et leur demandent de proposer des solutions robustes et universelles, et comme ces solutions ne sont pas à portée de main, ils en font le métier d'une vie entière, ou du moins d'une partie de leur vie. Des sémioticiens y travaillent déjà.

3. Le défi « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives »

Les sociétés impliquées dans la mondialisation sont principalement caractérisées par leur capacité à attirer les investissements et les talents, et à rechercher la meilleure position possible dans la compétition économique mondiale. Mais les deux principes qui les animent, l'attractivité et la compétitivité, conduisent ces sociétés d'une part à uniformiser leurs modes d'existence, et d'autre part à faire du changement volontariste le ressort principal de leur persistance. Dans ce mouvement, elles entraînent la nature elle-même, voire la Terre tout entière, dont la permanence est, de ce fait, de moins en moins assurée.

3.1. Innovation et conséquences

Les sociétés de ce type sont donc sommées d'accroître leur aptitude à innover, en un sens qui n'est pas seulement technologique, mais qui concerne toutes les composantes des modes d'existence : les normes, les services, les productions culturelles, les institutions, les modes d'organisation et de gouvernance. Pour persister en tant que sociétés, elles sont donc contraintes à la fois à changer sans cesse, et à s'assurer pourtant que le rythme du changement est globalement le même pour toutes leurs composantes: elles sont également appelées à veiller à l'intégration de ces divers groupes sociaux. Chaque grand ensemble continental, l'Europe, l'Afrique, etc., se donne ainsi comme objectif prioritaire une cohésion sociale et culturelle transcendant la diversité des générations, des croyances et des styles de vie, aussi bien que l'approfondissement du sentiment d'appartenance à une communauté continentale.

On commence par ce qu'on prend pour une évidence : il faut persister dans l'existence ! Ensuite, pour persister, il faudrait innover, et pour innover, il faudrait s'adapter ; enfin, pour s'adapter, il faudrait intégrer socialement tous les membres des collectifs humains. Même si on ne remet pas en cause cette chaîne d'obligations présentées comme impérieuses, le chemin qui conduit de l'innovation à l'adaptation, et de l'adaptation à l'intégration mérite discussion ! Cette chaîne causale est en effet celle de la doxa socio-politique. La première tâche des sciences du sens serait de reconstruire la diversité des positions disponibles en chacune des étapes de cette chaîne de prescriptions, les déployer comme formes et styles de vie, expliciter leurs fondements axiologiques et leurs effets passionnels. Éclairer en somme le choix qui nous est proposé.

Mais c'est encore une autre chose que de proposer de nouvelles formes de vie et d'inventer d'autres régimes de croyance. Les perspectives de l'écologie profonde, à l'heure de la grande crise climatique, par exemple, ne déstabilisent pas seulement notre conception des sociétés, mais mettent en question globalement notre conception de la Terre et de la vie, et de notre rôle à leur égard. On se demande de plus en plus, par exemple, si le concept de « Nature » et le vœu de « retour à la Nature » ne sont pas des pièges sémiotiques ou des alibis idéologiques eu égard aux nouvelles relations que nous devrions concevoir et mettre en œuvre avec l'ensemble des existants de notre Terre. Pour prendre en compte ces changements de grande ampleur et pour définir des modes d'intervention et des missions concrètes, il faut identifier les domaines d'action sur lesquels s'appuyer. Nous proposons d'évoquer rapidement, et pour illustration, deux de ces domaines, qui concentrent actuellement les préoccupations des sociétés mondialisées : l'éducation et le patrimoine culturel.

3.2. Éducation

Un accroissement du potentiel d'intégration de nos sociétés dites d'« innovation » suppose un effort particulier dans le domaine de l'éducation. La question des pratiques éducatives est centrale, et ce serait précisément le rôle des sciences du sens de s'en emparer. L'éducation est en effet faite à la fois de situations de formation institutionnalisées et ritualisées, et de processus de transmission beaucoup plus divers et diffus, mais qui jouent un rôle essentiel à long terme et dans la continuité des formes de vie à travers les générations successives. Les politiques publiques croient pouvoir maîtriser les premières, mais elles ont peu de prise directe sur les seconds. En outre, de nouvelles formes de résistance à la transmission apparaissent, qui suscitent dans plusieurs pays un refus massif d'appropriation des modes d'existence sociaux proposés à la jeunesse.

En outre, les méthodes d'enseignement vont avoir recours de façon croissante à des outils numériques et à des technologies que nous ne connaissons pour la plupart pas encore. On suppose en général que ces nouveaux instruments induiront une approche radicalement nouvelle de la transmission et du partage du savoir. Rien n'est moins sûr, et c'est justement ce qu'il faudrait observer et démontrer à grande échelle. Les sciences du sens ont ici un chantier de grande urgence : contribuer à la compréhension et à l'évaluation des pratiques et des innovations dans les usages, et à les situer dans des familles de formes de vie à identifier ou à prévoir, ainsi qu'à l'analyse des situations de travail et des tâches d'apprentissage.

3.3. Patrimoine culturel

L'appropriation et l'étude du patrimoine culturel (héritage textuel, iconographique, musical, cinématographique, rituel, spectaculaire, etc.), qui peut aussi englober des paysages et des sites naturels, augmente l'intégration sociale de chacun des ensembles continentaux. Mais ce patrimoine est un bien commun dont nos formes de vie ne peuvent se nourrir que s'il est actualisé, activé, et maintenu présent et périodiquement revitalisé au sein de la vie collective. En outre, le patrimoine culturel ne se réduit pas à des collections d'objets de diverses sortes entreposés dans des lieux clos et protégés : ils entraînent avec eux des rituels, des pratiques dédiées, des compétences et des usages, un milieu approprié et des formes de vie.

Le développement des humanités numériques (étude des textes, des écritures, des langues, des artefacts usuels et artistiques) modifie profondément les conditions de préservation, d'exploitation, de diffusion et de valorisation du patrimoine culturel. Il va bien au-delà d'un simple dispositif de digitalisation. Les objets ainsi préservés, accompagnés des données et métadonnées qui leur associent le contexte historique et social de leur production, en font de véritables *œuvres transmissibles et interprétables*, et donnent une nouvelle dimension au patrimoine, et font profondément évoluer les métiers du patrimoine.

La digitalisation débouche notamment sur la reconstitution des environnements et des pratiques, par simulation et mise en œuvre de ce qu'il est convenu d'appeler la « réalité augmentée ». Ces nouveaux moyens technologiques constituent un vrai défi pour la sémiotique dans le traitement de grandes masses de données multimodales. L'occasion est offerte d'une contribution des sciences du sens, incluant désormais la reconstitution des pratiques et des formes de vie associées à ce patrimoine.

Le patrimoine culturel est par ailleurs une source importante d'activités socio-économiques et d'emplois sur site, qui ne sont pas délocalisables. Le tourisme dans son ensemble représente pour chacun des continents des millions d'emplois durables, et la part du tourisme culturel en représente la moitié environ. L'avenir de ce secteur d'activités repose principalement sur la capacité de ses acteurs à concevoir et proposer une offre globale, incluant toutes les dimensions des « styles de vie » patrimoniaux, y compris la gastronomie, la compréhension des paysages, l'immersion socio-culturelle. Ce sont des métiers qui « montent en gamme », qui demandent des compétences de haut niveau, et venant de disciplines diverses et complémentaires. Ce sont les sciences du sens, la sémiotique tout particulièrement, qui peuvent concevoir cette offre globale, et sa déclinaison en missions concrètes.

4. Une question transversale : la mise en œuvre des politiques publiques⁴

La réponse aux grands défis du XXI^{ème} siècle implique d'emblée que l'on soit capable d'accompagner, de susciter ou provoquer des changements dans l'ordre des pratiques et des usages, individuels et collectifs. Il ne suffit pas de les identifier, de les décrire, puis de s'en réjouir et de se lamenter : il faut agir, infléchir le cours des choses, modifier des comportements, et durablement. Toute une gamme de métiers est impliquée dans le traitement de cette question : il faut comprendre les processus de formation des opinions, identifier les comportements à modifier, déterminer les leviers les plus adaptés qui pourront être utilisés afin d'infléchir les comportements collectifs et individuels. L'objectif d'une telle démarche est d'obtenir en masse de nouveaux comportements, en intervenant auprès de chaque individu grâce à la modification des environnements et des conditions de ses pratiques quotidiennes : l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques publiques est alors inséparable d'une pragmatique, d'une éthique et d'une esthétique de ces environnements et de ces conditions. Dans cette présentation qui sera plus détaillée que les précédentes, on voudrait montrer comment la compréhension apportée par la sémiotique peut contribuer à définir les contenus des missions professionnelles qui en découlent. Cette dimension est d'autant plus importante que les techniques de modification des comportements se substituent peu à peu à la « communication » au sens d'échange de messages.

1. *Influence et incitation : la mise en œuvre des politiques publiques et privées en matière de comportements*

Les comportements à analyser et à modifier, au plan individuel et au plan collectif, sont des comportements en matière de santé, d'addictions, d'environnement, de consommation d'énergie, de transport, d'utilisation des ressources en eau, etc. *L'information reçue* à propos de la nocivité d'une pratique quelconque, d'une habitude alimentaire ou du dépôt des déchets, par exemple, *ne se traduit pas nécessairement par un changement de comportement*. La communication de masse fait passer une information qui ne change rien, car même si cette information est reçue, il reste une zone aveugle, celle du *changement de comportement*, du passage à l'acte concret : l'information et la communication échouent à modifier le comportement des citoyens et usagers, et donc à mettre en application les politiques publiques. Autrement dit, il ne s'agit pas d'améliorer la communication pour mieux persuader (Colas-Blaise 2021), mais d'imaginer une autre manière de persuader et de changer les comportements, pour remplacer les communications de masse qui ont déjà systématiquement échoué (Mbensila, 2021). L'enjeu est considérable, il est même profondément politique : on a vu ces dernières décennies que les échecs de la persuasion en matière d'environnement, de climat et de santé font ressurgir des tentations en faveur de régimes politiques autoritaires, qui seraient, disent certains, plus efficaces dans la modification des comportements, et sans passer par la communication publique!

Il s'agit en quelque sorte d'un nouveau chapitre des *stratégies de persuasion et d'influence* : comment faire adhérer, comment faire faire ? (Mbensila, 2021) Comment persuader une population d'infléchir ses actions et ses modes d'existence ? La question qui se pose n'est pas de décrire ce qui se passe, mais de concevoir, de critiquer et de déployer une stratégie qui puisse infléchir directement les comportements. En somme de *définir des modes d'intervention et des missions professionnelles* bien identifiées.

Prenons le cas le plus fréquent : l'information est reçue, comprise, mémorisée, et même présente à l'esprit des acteurs, alors même que leur comportement montre clairement qu'elle n'est pas suivie d'effet concret. On suppose dans ce cas que le comportement est soumis à des pressions contradictoires et concurrentes, et en effet, les sémioticiens savent que, quelle que soit la pratique dans laquelle nous sommes engagés, elle est toujours soumise à la concurrence des autres pratiques qui interfèrent avec elle. L'information reçue propose une pratique ou une forme de vie alternatives, et par conséquent elle est d'emblée soumise à ces pressions divergentes, puisqu'un ou plusieurs autres comportements sont déjà en place. Le résultat de la « compétition » entre des cours d'action différents repose sur le poids

⁴ Ce développement est en partie inspiré par mon introduction à l'ouvrage collectif en ligne intitulé *Des nudges dans les politiques publiques : un défi pour la sémiotique* (Fontanille 2021)

axiologique et passionnel respectif de chacun de ces cours d'action, sur la force d'entraînement de chacun d'eux, sur la manière dont ils sont chacun pris en charge par les régimes de croyances et de vérités.

2. Une stratégie d'influence inventée par les sciences humaines et sociales : les nudges

2.1. Introduction

En matière de politiques publiques, si le changement de comportement et le « passage à l'acte » est un moment délicat et problématique, la difficulté majeure n'est pas le refus ou l'hostilité à l'égard des politiques publiques, mais plutôt l'indifférence, l'attentisme, la pusillanimité, l'incompatibilité avec les croyances ordinaires, *la force des habitudes antérieures*. Un « coup de pouce » discret et concret est alors indispensable, pour faciliter le changement de pratique dans le sens souhaité. Un « nudge » est une tactique utilisée pour donner ce « coup de pouce » qui va aider les individus et les collectifs à agir dans le sens souhaité par les pouvoirs publics, malgré leur inertie constatée, et sans supprimer leur liberté de choisir, c'est-à-dire sans les contraindre par la force, sans coercition ni répression... et pratiquement sans communication apparente.

En outre, la difficulté augmente sous l'effet d'une évolution récente : la négligence, les hésitations ou l'attentisme ont trouvé leurs porte-voix, leurs porte-parole publics, et leurs amplificateurs. Ce sont les réseaux sociaux, où chacun peut trouver de bonnes raisons de s'abstenir et de résister passivement aux demandes de changement de comportements : des raisons bien souvent saugrenues, fantaisistes et invraisemblables, des complots, des mensonges, de pseudo-explications prétendues scientifiques, etc., mais ce sont tout de même des raisons qui semblent alors largement partagées. Par conséquent, une fois qu'une disposition est votée et que sa mise en œuvre est programmée, son applicabilité et son acceptabilité peuvent être immédiatement remises en question, dans une bulle numérique où les hésitants et les négligents trouvent une sorte de légitimation collective.

La solution des « nudges » a été théorisée au cours des années 2000 par l'économie comportementale nord-américaine, notamment par Richard Thaler, économiste, et Cass Sunstein, juriste (Thaler et Sunstein, 2010), ce qui a valu au premier un prix Nobel, et au second d'être recruté par Obama à la Maison Blanche dans sa *Nudge Squad* pour mettre en place toute une série de politiques publiques à l'échelle fédérale. Cass Sunstein, après la parenthèse Trump, a été rappelé à la Maison Blanche par le président Biden. Vous avez tous déjà compris que le président Trump, en revanche, adepte de la brutalisation sociale et politique, n'était pas un président « nudgeur » ! « To nudge », en effet, c'est donner un petit « coup de coude » complice et encourageant, et un « nudge » est un moyen pour inciter en douceur, discrètement si possible, celles et ceux qui doivent faire un choix de comportement pratique, dans le cadre d'une politique publique existante. On utilise des nudges pour vous inciter aussi bien à ralentir sur la route si vous ne tenez pas compte des panneaux de signalisation, à faire vos démarches administratives en ligne si vous avez l'habitude de les faire autrement, à monter à l'étage par l'escalier plutôt que l'escalator, à jeter vos déchets dans une poubelle plutôt que sur le trottoir, à épargner pour votre retraite, à manger plus de légumes et de fruits que de charcuteries, à prendre vos médicaments, à vous faire dépister, tester, vacciner, etc.

Partout dans le monde, les gouvernements mettent en place des équipes chargées de concevoir et mettre en place des nudges. L'attrait exercé par les nudges sur les milieux politiques libéraux est aisé à comprendre : ils sont peu coûteux, ils sont inspirés par une démarche scientifique qui les légitime (c'est la « république des experts »), et ils sont supposés préserver la liberté individuelle. Ces démarches sont mises en œuvre par des *chargés de mission* d'un nouveau genre, des spécialistes du changement de comportement, des inventeurs de « nudges », en bref, des « nudgeurs ». Ils sont dans des bureaux ministériels ou auprès des présidents de régions, ou dans les cabinets des maires, et surtout dans de grandes agences privées spécialisées dans les *stratégies d'influence sur les comportements*. Quand vous lisez dans une information ou une annonce « sciences du comportement », vous pouvez tout de suite traduire par « nudges, nudging et nudgeurs » : il y a du pain sur la planche pour les sémioticiens !

2.2. Le principe de conception des nudges

Le raisonnement qui est à l'origine des nudges est de caractère économique et psychologique. On suppose que tous les individus sont à tout moment face à des *choix*, par lesquels ils expriment des *préférences*, qui sont elles-mêmes dictées par leurs *intérêts*. Mais ils ont pourtant beaucoup d'autres motivations, qui ne vont pas dans le sens de leurs intérêts. Donc, il faut connaître ces autres motivations, les « biais cognitifs » qui pèsent sur les choix, et qui bloquent les comportements jugés meilleurs et souhaitables. Ensuite, dans l'action économique et politique, on va *utiliser ces motivations multiples pour reconfigurer les situations de choix, pour retourner les « biais cognitifs » en faveur des intérêts des individus* (Thaler & Sunstein, 2010).

La psychologie comportementale a inventorié plus de 200 types de « biais cognitifs », ce qui en dit long sur la complexité concrète de l'être humain. C'est la connaissance de ces tendances comportementales qui permet de concevoir des nudges : par exemple, on s'appuie sur *l'inertie des habitudes* pour mettre en place des nudges de *choix par défaut*, dont je reparlerai. Thaler et Sunstein (2010) renversent donc le raisonnement : au lieu de continuer à inventorier et à stigmatiser les prétendus défauts de l'esprit humain, des tendances, des motivations et des émotions, ils proposent de les utiliser comme des leviers de l'action, et pour nous amener à faire les bons choix.

Ce mode d'intervention est parfaitement adapté à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'environnement, de consommation énergétique, de transition écologique, de santé, de sécurité, de civisme, car elles reposent toutes sur la modification de comportements existants, qui doivent être remplacés par de nouveaux comportements mieux adaptés. Ce type d'incitation est utilisé par l'Etat, par les collectivités locales, par les institutions et les entreprises, mais aussi, avec d'autres motivations, par les entreprises commerciales et les annonceurs publicitaires.

La démarche, quel que soit le niveau d'intervention et le type d'action et d'institution, consiste d'abord à analyser le problème, ses protagonistes, la situation où il se pose, le terrain où il fructifie. Il faut, par cette analyse, comprendre les difficultés et les freins et identifier les acteurs concernés. Il faut alors choisir quels sont les motivations qui seront exploitées, les plus à même de résoudre les difficultés et de lever les freins et d'*inciter au passage à l'acte*. Ensuite, on peut concevoir une série de « nudges », monter des situations expérimentales, observer, évaluer et comparer leurs effets, et choisir les solutions les plus efficaces. C'est tout une gamme de métiers, qui a commencé à se développer partout dans le monde à partir des années 2000, et qui est omniprésente aujourd'hui, dans tous les domaines, y compris, récemment et actuellement, dans la lutte contre la pandémie, par les mesures barrières, les mesures de distance sociale et d'incitation à la vaccination.

2.3. Les principaux types de nudges

Un nudge efficace infléchit notre comportement par *les modifications apportées à la situation où ce comportement se déploie*, pour rendre cette situation plus facile, plus valorisante, gratifiante, rassurante ou agréable. Le nudge ne cherche pas à convaincre, il influence l'utilisateur ou le citoyen de manière indirecte, en intervenant dans le cours de son action et dans ses habitudes (Bertrand, 2021). Le nudge n'argumente pas, et ne fait pas appel à notre capacité de délibération, il modifie les conditions concrètes de mise en œuvre et de modification de nos pratiques. Le nudgeur est comme le professeur de piano qui regarde jouer son élève par-dessus son épaule, qui touche et replace un coude, qui pose un doigt sur un poignet pour le faire abaisser, qui agite une main pour faire accélérer ou ralentir le tempo, ou qui montre, d'un doigt tendu vers la partition, une note, un accord, une indication de changement d'intensité ; tout cela sans rien dire... mais en accompagnant seulement la gestuelle de l'élève. Le nudgeur se glisse en quelque sorte dans le mouvement pratique et corporel du nudgé.

Parmi toute la diversité des nudges, trois types de stratégies majeures se dégagent : (1) Le choix par défaut, (2) L'identification à un collectif de référence, (3) La reconfiguration sensorielle de l'environnement immédiat de l'action et le guidage du flux d'attention.

2.3.1. LE CHOIX PAR DEFAUT

Le principe en est simple. On part d'une alternative entre deux comportements et on modifie les conditions dans lesquelles le choix sera fait, en introduisant une *dissymétrie de procédure* entre les deux comportements : pour l'un d'entre eux, il suffira de ne rien faire, et ce comportement sera adopté automatiquement par défaut, alors que pour l'autre, il faudra poursuivre une procédure plus compliquée, et adaptée spécifiquement à cet autre choix. *Ne rien faire* implique donc dans ce type de nudge un *consentement implicite et présumé*. Quelques exemples parleront d'eux-mêmes.

Exemple : comment faire adopter le plan épargne retraite aux USA ?

L'un des exemples les plus connus est celui de l'épargne-retraite ; il a été traité et conçu par l'un des inventeurs des nudges, Richard Thaler (Thaler, 2018). Aux Etats-Unis, la retraite fonctionne sur un système de capitalisation qui repose sur l'hypothèse selon laquelle qu'il est dans l'intérêt des travailleurs d'épargner pour financer leur retraite. Mais pour de nombreuses raisons qui interfèrent avec ce calcul basé sur l'intérêt économique, les salariés ne semblent pas intéressés : ils résistent, ils s'abstiennent, ou ils remettent à plus tard, c'est-à-dire à trop tard. Richard Thaler a donc mis en place dans une grande entreprise un dispositif d'épargne reposant sur *un choix par défaut* : les salariés étaient automatiquement mis dans le processus d'épargne-retraite, mais ils pouvaient le refuser, et surtout y renoncer à tout moment, à condition de faire une démarche spécifique : 78% des employés ont accepté et signé sans avoir rien à faire d'autre, et le taux d'épargne retraite est passé de 3,5% à 13,6% en quarante mois.

Le *choix par défaut* repose sur la distinction entre *deux actants*. L'actant 1, l'institution qui présente un choix par défaut, manifeste ainsi sa préférence. L'actant 2, celui qui doit choisir, choisit en fait soit de ne pas exister en tant qu'individu, en se confondant dans la préférence de l'institution, soit d'exister séparément, en prenant l'autre option. Le choix par défaut est le plus attrayant parce que c'est le plus facile, il est quasi automatique : sans délibération préalable, sans motivation particulière, si l'individu ne fait rien, il adopte la solution par défaut. S'il veut adopter l'autre solution, il doit faire des efforts : réfléchir, pondérer, apprécier, délibérer et décider, et surtout se marginaliser, se singulariser. La liberté individuelle, la liberté de choisir à un coût symbolique et social.

L'option par défaut est particulièrement efficace et d'une utilisation très large et diverse : en Allemagne, par exemple, pour inciter à la consommation d'énergies renouvelables, dans l'alternative entre les énergies classiques et l'énergie « verte » pour les foyers domestiques, la même inversion a été mise en œuvre : le choix de l'énergie verte étant devenue l'option par défaut, pour laquelle les usagers n'avaient rien à faire, le nombre de ménages qui l'ont ainsi choisie est passé de 7% à 70%.

Le *nudge* de « l'option par défaut » s'appuie, dit la psychologie comportementale, sur un biais cognitif d'*inertie* : il suffit de ne rien faire pour l'adopter. De fait, l'enjeu profond est *social et politique* : pour refuser l'option par défaut, le citoyen doit assumer de ne pas participer à une tendance dominante, à un effort collectif, ou à un système de valeurs largement partagé. L'option par défaut s'appuie en effet sur un consensus, une opinion dominante qui justifie la position « par défaut » : ceux qui ne partagent pas ce consensus doivent oser s'y opposer et s'exclure de l'opinion présentée comme dominante, s'exclure du groupe majoritaire. *Appartenir* ou *ne pas appartenir*, telle est la question, et elle n'est pas économique ou psychologique, elle est sociale et politique. D'un point de vue sémiotique, un actant collectif est proposé, et les acteurs individuels s'intègrent ou s'opposent à ce collectif

2.3.2. L'IDENTIFICATION AU COLLECTIF DE REFERENCE

Nous venons d'évoquer l'alternative, « appartenir ou ne pas appartenir », qui n'est pas uniquement associée aux choix par défaut. On observe alors que le nudge transforme même la question de l'appartenance : on passe de « Appartenir à X / Appartenir à Y » à seulement « Appartenir ou ne pas appartenir à Z ». On commence par un choix entre deux appartenances et on finit par un choix entre une appartenance et un isolement individuel.

Exemple : la collecte des impôts en Grande Bretagne

Prenons l'exemple d'un nudge qui a été inventé et mis en œuvre il y a une dizaine d'années par la cellule nudge du gouvernement Cameron en Grande Bretagne : l'objectif était d'améliorer la collecte des impôts, en volume et en durée. Dans chaque quartier, par conséquent dans une zone de proximité, chaque contribuable qui n'avait pas encore payé ses impôts recevait périodiquement un courrier l'informant de la proportion de ceux qui avaient déjà payé. Peu à peu, les effectifs de ceux qui avaient payé augmentaient, et par conséquence immédiate, les destinataires étaient de moins en moins nombreux, et pouvaient même, faute d'autres informations, se considérer comme de plus en plus isolés. Le dispositif a considérablement accéléré et amélioré la collecte fiscale.

Au départ, deux catégories de contribuables s'opposaient en quelque sorte à égalité de principe : ceux favorables à l'imposition et au respect des normes, et ceux qui, rebelles ou indifférents, rechignaient à payer ou négligeaient de le faire ; cette situation de principe est celle à laquelle on a affaire avant le nudge. Le nudge modifie la donne : il n'y a plus qu'un seul collectif de référence, et deux types d'individus, ceux qui appartiennent au groupe de référence et, qui sont largement majoritaires, et les autres, isolés.

Imaginons que ceux qui n'ont pas payé trouvent une solution pour exister collectivement (une association, un réseau social numérique, un club qui se retrouve chaque samedi soir, ou tout autre forme de regroupement) : le nudge ne fonctionne plus aussi bien, parce que la structure à deux collectifs opposés est maintenue, et le nudge a échoué à réduire la situation à une alternative entre l'appartenance à un collectif de référence, et un isolement et une marginalisation individuels.

2.3.3. LA RECONFIGURATION DE L'ENVIRONNEMENT ET LE GUIDAGE DU FLUX D'ATTENTION

Ce type de nudge s'appuie sur le fait que le citoyen ou l'utilisateur a un corps sensible, qui occupe une portion d'un environnement, qui s'y situe et qui s'y déplace, et qui est assailli par un ensemble de sensations habituelles ou nouvelles. On peut distinguer ici, à cet égard, deux directions qui sont souvent associées et complémentaires, mais pas nécessairement. La première est *l'inflexion de la position ou du déplacement* corporels, la seconde est *la valorisation esthétique ou ludique du comportement* souhaité, ou de son environnement spécifique. Dans le premier cas, il s'agit seulement de provoquer un ajustement du corps à son environnement, alors que dans le second cas, la valorisation sensorielle et esthétique a pour principal objectif d'attirer et de fixer l'attention sur le comportement souhaité.

Pour le premier cas, les particularités du sol et du mobilier urbain sont un bon exemple, où sont distribués des « indices ». Par exemple, dans certaines zones d'approche ou d'attente des transports en commun urbains, à l'extérieur ou en sous-sol, la texture du sol change (Darrault-Harris, 2021). On pourrait rapprocher ce dispositif de celui qui consiste à disposer des bandes parallèles rugueuses sur les voies de circulation automobile, un peu avant un croisement, un rond-point ou un endroit comportant des risques imprévisibles. La texture du sol modifie les sensations du piéton ou de l'automobiliste, et provoque une gêne : c'est la sensori-motricité qui la reçoit et qui l'éprouve ; on sait que les stimulations sensori-motrices sont fortement polarisées, entre impression positive et impression négative, et même que la mémoire sensorimotrice est en mesure de conserver très longtemps ces associations entre telle ou telle sensation et telle orientation positive ou négative (Fontanille, 2011). A pied ou en auto, la gêne sensorielle interrompt ou ralentit le mouvement : le piéton devient attentif et constate qu'il est au bord d'un quai ou d'une zone d'attente (Darrault-Harris, 2021), l'automobiliste lève le pied, sinon le véhicule tremble. Tous les dispositifs de cette nature, y compris les « gendarmes couchés » et autres plateaux surélevés près des sorties d'écoles, sont des nudges de cette catégorie. De même les bancs publics inhospitaliers, voire répulsifs : on peut à peine s'y asseoir, on ne peut pas s'y allonger, on a de la peine à s'y installer à deux pour se détendre, ils ne sont pas faits pour l'accueil et l'installation, ils sont sciemment conçus et programmés pour la dissuasion et l'éviction de ceux qui, faute de domicile ou de logement pour se reposer, voudraient s'y installer durablement (Bertrand, 2021).

Relèvent du second cas toutes les décorations, peintures ou autres solutions, qui attirent l'œil et qui suscitent un intérêt.

Un nudge a été utilisé par exemple pour limiter le nombre d'accidents de la route sur une courbe dangereuse longeant le lac de Chicago, où les automobilistes sont distraits par la beauté du paysage. Des bandes blanches ont été peintes sur le sol. Elles attirent le regard, qui est détourné du paysage. L'espacement entre ces bandes blanches se réduit au fur et à mesure que l'automobile avance, ce qui, à vitesse constante, donne l'impression que la vitesse augmente, et cela incite à ralentir. Le dispositif est purement perceptif, il s'agit de procurer l'illusion visuelle d'une augmentation de la vitesse ; *cette illusion et ses effets sont incontrôlables*, car même si on sait que le véhicule ne roule pas plus vite, la connexion automatique entre la sensation visuelle et les autres sensations corporelles, notamment musculaires et viscérales, nous fait éprouver physiquement l'accélération, lever le pied, et appuyer sur le frein. Ce nudge a permis de réduire de 36 % le nombre d'accidents de la route dans ce secteur.

5. Conclusion

Au cours de cette présentation, à chaque paragraphe, à chaque moment argumentatif, on a pu identifier une activité professionnelle existante ou à créer, un profil de compétence qui peut correspondre à un emploi, ou une mission nouvelle ou à venir qui sera confiée à de jeunes diplômés. Construire un projet professionnel implique que chacun, seul ou avec d'autres, accomplisse une démarche semblable. Car un projet professionnel repose d'abord sur des valeurs, une envie, sur une motivation, sur un projet de vie et d'identité sociale et culturelle. Et si on peut aider à construire un projet professionnel, c'est précisément en mettant l'accent sur les valeurs et les enjeux qui le relie à un projet de vie.

Le panorama des grands défis du XXI^{ème} siècle ayant été ici dessiné, chacun peut délibérer, choisir et décider : chacun peut soi-même projeter l'horizon d'actualité et de valeurs sur lequel son choix de vie et de parcours professionnel va s'appuyer. Dans ce processus, les étudiants ne sont pas les seuls responsables de leur avenir professionnel. Les formateurs et les concepteurs de diplômes et de cursus de formation le sont tout autant. L'avantage exceptionnel du monde universitaire, c'est qu'il ne dépend pas uniquement des demandes des employeurs : d'un côté, certes, les universitaires écoutent ces demandes pour les satisfaire, et d'un autre côté, leur mission étant la recherche, l'innovation et la prospective, ils sont eux-mêmes en mesure de contribuer à définir les profils des métiers de demain, les profils qui seront nécessaires pour répondre aux grands défis sociétaux de demain, et pas seulement aux besoins actuels ou prochains des entreprises, exprimés uniquement à partir de ce qu'elles sont aujourd'hui. C'est précisément l'esprit de cet essai : proposer une prospective des métiers qui seront ou sont déjà ouverts aux diplômés de sémiotique, tout en conduisant cette analyse grâce à la méthode de pensée sémiotique.

Quand on parle des métiers correspondant aux sciences du sens, on est toujours un peu frustré de ne pas pouvoir les dénommer précisément : on peut se dire « sémioticien » ou « sémiologue », mais ce ne sera jamais aussi évocateur que « médecin », « secrétaire », « ingénieur », « maçon », « professeur », « plombier » ou « policier ». Les diplômés des sciences du sens font des métiers qui ont rarement un nom, mais ils sont pourtant bien employés comme « responsable de projet », « planneur stratégique », « consultant », « chargé de mission », des désignations vagues certes, qui indiquent seulement une position dans un organigramme, mais qui laissent ouverte, justement la question du contenu et du sens de ces fonctions : d'où l'importance et l'urgence d'aborder ces « métiers du sens » à partir du sens global des défis à relever pour nos communautés.

Bibliographie

Ben Msila A. (2021). « Approche sémiotique du nudge », in Jacques Fontanille, dir., *Des nudges dans les politiques publiques: un défi pour la sémiotique. Actes Sémiotiques*, 124.

Bertrand D. (2021). « Praxis énonciative, habitude et résistance au changement », in Jacques Fontanille, dir., *Des nudges dans les politiques publiques : un défi pour la sémiotique. Actes Sémiotiques*, 124.

Colas-Blaise M. (2021) « Vers une politique du nudge : l'instrument au service de l'incitation », in Jacques Fontanille, dir., *Des nudges dans les politiques publiques : un défi pour la sémiotique. Actes Sémiotiques*, 124.

Darrault-Harris I. (2021). « L'urbanisme comportemental : formes dures et douces de la dissuasion dans la ville », in Jacques Fontanille, dir., *Des nudges dans les politiques publiques : un défi pour la sémiotique. Actes Sémiotiques*.

Fontanille J. (2011). *Corps et sens*. Presses Universitaires de France.

Fontanille J. (2015). « La sémiotique face aux grands défis sociétaux du XXI^e siècle ». *Actes Sémiotiques*, 118.

Latour Br. (2012). *Enquête sur les modes d'existence*. Éditions de la Découverte.

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2014). « *France Horizon 2020* » (déclinaison française du programme européen Horizon 2020) : « *Stratégie nationale de la recherche* » (document élaboré en application de la loi de juillet 2013 sur l'enseignement supérieur et la recherche).

Thaler R. et Sunstein C. (2008). *Nudge – Improving Decisions about Health, Wealth and Happiness*. (2010). Traduction française : *La méthode douce pour inspirer la bonne décision*. Vuibert.

Thaler R. (2018). *Misbehaving. Les découvertes de l'économie comportementale*. (C. Jaquet, Trad.). Seuil.